

PAR COURRIEL

Monsieur,

La présente donne suite à votre demande d'accès à l'information reçue le 27 février 2020 concernant le lancement officiel de la nouvelle structure d'Investissement Québec, le 3 février dernier. Plus précisément, vous souhaitez obtenir les renseignements suivants :

- « • *Le coût total de l'événement ;*
 - *Incluant la ventilation des factures pour chaque poste budgétaire, notamment pour :*
 - *La nourriture,*
 - *L'alcool,*
 - *L'aménagement et la location de la salle,*
 - *Le déplacement,*
 - *Et autre.*
 - *Les copies des contrats et des factures ;*
 - *Le nombre de personnes invitées ;*
 - *La liste des invités. »*

Conformément à l'article 47 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), nous vous confirmons que les coûts payés par le ministère de l'Économie et de l'Innovation (MEI) lors de cet événement se limitent aux frais de déplacement de ses employés.

Ainsi, le coût total assumé par le MEI est de 577,47 \$. De plus, vous trouverez en pièce jointe un document regroupant le nom des employés du MEI présents.

Si vous désirez contester cette décision, il vous est possible de le faire auprès de la Commission de l'accès à l'information. Vous trouverez, ci-annexée, une note explicative concernant l'exercice de ce recours.

Je vous prie de recevoir, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

Marie-Claude Lajoie
Responsable de l'accès aux documents

AVIS DE RE COURS

Suite à une décision rendue en vertu de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*.

RÉVISION

a) Pouvoir

L'article 135 de la loi prévoit qu'une personne, dont la demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels, peut demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision.

La demande de révision doit être faite par écrit; elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (art. 137).

L'adresse de la Commission d'accès à l'information est la suivante :

Québec

575, rue Saint-Amable, bureau 110
Québec (Québec)
G1R 2G4
Téléphone : 418 528-7741
Télécopieur : 418 529-3102

Montréal

500, boulevard René-Lévesque Ouest, bur. 18.200
Montréal (Québec)
H2Z 1W7
Téléphone : 514 873-4016
Télécopieur : 514 844-6170

b) Motifs

Les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un renseignement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

c) Délais

Les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les 30 jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (art. 135).

La loi prévoit spécifiquement que la Commission d'accès à l'information peut, pour motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de 30 jours (art. 135).

APPEL DEVANT LA COUR DU QUÉBEC

a) Pouvoir

L'article 147 de la loi stipule qu'une personne directement intéressée peut porter la décision de la Commission d'accès à l'information en appel devant trois juges de la Cour provinciale, sur toute question de droit ou de compétence. Cet appel ne peut toutefois être porté qu'avec la permission d'un juge de la Cour provinciale. Ce juge accorde la permission s'il est d'avis qu'il s'agit d'une question qui devrait être examinée en appel.

b) Délais et frais

L'article 149 prévoit que la requête pour permission d'appeler doit être déposée au greffe de la Cour provinciale, à Montréal ou à Québec, dans les 30 jours de la décision, après avis aux parties et à la Commission d'accès à l'information. Les frais de cette demande sont à la discrétion du juge.

c) Procédure

L'appel est formé, selon l'article 150 de la loi, par dépôt auprès de la Commission d'accès à l'information d'un avis à cet effet signifié aux parties dans les 10 jours qui suivent la date de la décision qui l'autorise. Le dépôt de cet avis tient lieu de signification à la Commission d'accès à l'information.

Lancement officiel du nouvel Investissement Québec.

3 février 2020

Nom	Prénom
Bahan	David
Breault	Nathalie
Cousineau	Dominic
Cupidon	Vanessa
Forget	France Nadine
Forget	Louis-Philippe
Gagné	Daniel
Gatignol	Agnès
La Rue	Jacques
Labonté	Martin
Lafortune	Yves
Lapointe	Marie-Josée
Larose	Guylaine
Lescarbeault	Éric
Limoges	Mario
Poirier	Geneviève
Rhéaume	Chantale